

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Une délégation de la BDEAC reçue au palais du bord de mer



Photo:DR

Le chef de l'Etat a reçu une délégation de la BDEAC, conduite par son président Fortunato-Ofa Mbo Nchama.

Y.F.I
Libreville/Gabon

Fortunato-Ofa Mbo Nchama, président de la Banque de développement des États d'Afrique centrale (BDEAC), a été l'hôte du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, à l'occasion d'une séance de travail. Pour la circonstance, le patron de la BDEAC était accompagné de Marie Delphine Lemanga Emande épouse Mbiaka et Roku Gaetjens Yourdy, respectivement représentante résidente et chef de division Gestion des Portefeuilles. Ladite rencontre a donné l'occasion au président de la BDEAC d'échanger avec le

président gabonais sur l'institution bancaire dont il a la charge. La problématique inhérente au financement de cette banque sous-régionale (Ndlr: de plus en plus difficile au fil du temps), a également occupé une place prépondérante au cours de la séance de travail d'hier. Autre sujet évoqué et pas des moindres, la coopération entre la BDEAC et le Gabon. Une coopération, pour ainsi dire, au beau fixe. Saisissant la balle au bond, Fortunato-Ofa Mbo Nchama a réaffirmé l'engagement de son institution à accompagner le Gabon dans la concrétisation de ses projets de développement, particulièrement le soutien au

PME via le groupe COFINA (la Compagnie financière africaine). Objectif: accompagner les PME gabonaises en pareille période de pandémie mondiale, le Covid-19. Bon à savoir, la construction des tronçons Kogo-Akurenam devant relier le Gabon au sud-est de la Guinée équatoriale, la production et l'interconnexion des réseaux électriques et de communication. Pour sa part, le président de la République a souligné le rôle majeur de la BDEAC dans la réalisation de projets vecteurs de croissance et de développement du Gabon. Pour rappel, le groupe COFINA est présent dans dix (10) pays dont le Gabon.

"Révolutionner le système de formation"



Photo:DR

Le porte-parole revenant sur l'actualité du moment.

Y.F.I
Libreville/Gabon

"Le Gabon est résolu à transformer, pour ne pas dire révolutionner, son système de formation qui était devenu largement obsolète. L'objectif aujourd'hui, n'est plus de former pour former. De former pour avoir un diplôme, et puis adienne que pourra. Non, il s'agit de former nos jeunes afin qu'ils trouvent rapidement un emploi qualifié dans des secteurs qui sont à la base de la compétitivité présente et future de notre économie", a déclaré hier, lors de sa conférence de presse, le Porte-parole de la présidence de la République, Jesse Ella Ekogha. Non sans annoncer l'ouverture de centres de formation technique et professionnel. La seconde vague du Covid-19, plus meurtrière que la précédente n'a pas été occultée par le

conférencier du jour. Avec plus de 3 080 cas actifs, le Porte-parole estime que le maintien de l'état d'urgence sanitaire s'impose. "(...) Ces chiffres justifient à eux seuls le maintien des mesures de freinage de la pandémie. Une décision prise la semaine dernière en Conseil des ministres", soutient-il. Dans la même foulée, Jesse Ella Ekogha a tenu à tordre le cou aux rumeurs et autres allégations autour du plan national de vaccination. "(...) Nous constatons un fort engouement. À ce jour, 3 925 personnes ont déjà reçu leur première dose de vaccin. Et aucun effet indésirable majeur n'a été relevé, ce qui est un point très important". Et d'ajouter: "Passé la période de vigilance pharmacologique, cette campagne de vaccination peut aujourd'hui monter en puissance. Les structures sont prêtes et les commandes de nouveaux vaccins ont été passées".

Tribune des partis politiques

Ethnocentrisme!

Certains acteurs politiques gabonais ne semblent pas voir plus loin que le bout de leur nez. Tant ces derniers se préoccupent plus de leurs intérêts personnels. Une énième preuve vient d'être donnée avec la dernière sortie de Paskhal Nkoulou, président du Bloc démocratique populaire (BDP), et membre de l'association politique "Nouvelle conscience Woleu-Ntemoise". Le chef de file du BDP, en sa qualité d'acteur politique s'est prononcé sur des sujets d'actualité dont la gestion du Covid-19, l'appel à la paix des braves. Jusque-là, rien à redire. Par la suite, Paskhal Nkoulou a salué voire approuvé la récente fusion-absorption entre le Parti démocratique gabonais (PDG) et la désormais "défunte" Démocratie

nouvelle (DN), l'écurie politique de René Ndemezo'Obiang. C'est d'ailleurs son droit. "(...) Contrairement à tous ceux qui y voient une démarche opportuniste, nous considérons que M. Ndemezo'Obiang a fait le choix de se saborder pour ne plus être le prétexte et l'excuse toute indiquée qui donnent de l'eau au moulin des architectes des théories d'exclusion du genre tout sauf les fangs", a-t-il lancé en direction des pourfendeurs du "fils de Bifolossi". Point besoin de débattre du sexe des anges, l'appartenance à la même province des deux personnalités politiques explique clairement la défense menée avec "maestria" par Paskhal Nkoulou. Le président du BDP d'ajouter: "Je voudrais terminer en citant cette sagesse de chez nous

qui dit que c'est le mauvais partage qui gâche la chasse; le Woleu-Ntem n'est ni pire ni meilleur que les autres provinces, il ne demande pas non plus une faveur, mais juste un partage et des encouragements". D'après plusieurs observateurs, ce discours provincialiste n'est plus d'actualité dans le landerneau politique. La fameuse géopolitique, longtemps prônée dans notre pays, a montré ses limites. Les acteurs politiques, censés être des modèles, doivent élever le débat. Un changement de paradigme et de mentalité s'impose.

Yannick Franz IGOHO